

En Env@r

revue d'histoire contemporaine en Bretagne

11

Jean-Paul SENECHAL



L'impact de la crise politique du 13 mai 1958 dans le Finistère



Groupe de femmes à Châteauneuf du Faou, à la fin des années 1950. Archives privées famille Richard.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans un strict cadre pédagogique, après autorisation sollicitée auprès de l'association *En Envor*, l'histoire contemporaine en Bretagne. En conséquence, et conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle, seule est permise l'utilisation pour un usage privé sous réserve de dispositions différentes, voire plus restrictives, du code de la propriété intellectuelle. Il est cependant interdit à l'utilisateur, en dehors de cet usage, de copier, modifier, distribuer, transmettre, diffuser, représenter, reproduire, publier, concéder sous forme de licence, transférer ou exploiter de toute autre manière les informations présentes sur le site enenvor.fr. Dès lors, toute autre utilisation est constitutive de contrefaçon et sanctionnable au titre de la propriété intellectuelle, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur ainsi que de l'association *En Envor*, l'histoire contemporaine en Bretagne, société éditrice d'*En Envor*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne.

Les opinions exprimées dans cet article sont propres à leur auteur et n'engagent par l'association *En Envor*, l'histoire contemporaine en Bretagne, éditrice d'*En Envor*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne.

Pour citer cet article: SENECHAL, Jean-Paul, « L'impact de la crise politique du 13 mai 1958 dans le Finistère », *En Envor*, revue d'histoire contemporaine en Bretagne, n°11, hiver 2018, en ligne. ISSN 2266-3916.

L'impact de la crise politique du 13 mai 1958 dans le Finistère

Au printemps 1958, une séquence de quelques mois, de la démission du gouvernement Gaillard le 15 avril aux élections législatives des 23-30 novembre qui donnent une majorité claire au général de Gaulle, marque la fin de la IV^e République et débouche sur un véritable basculement, une rupture d'hégémonie. Pendant cette courte phase, une partie des acteurs pense vivre une réminiscence du combat antifasciste qui précède et nourrit la victoire du Front populaire. Exprimant une opinion répandue dans les milieux militants, Fanch Tanguy, secrétaire de l'UD CGT du Finistère, cherche à rassurer et à galvaniser les participants au congrès des 17 et 18 mai du syndicat : « en leur rappelant que l'échec fasciste de 1934 a permis 1936 »¹.

Nous verrons que deux décennies après le Front populaire, la situation politique comme les capacités de mobilisation ne sont pas les mêmes. Pour l'appréhender, nous avons pris le parti d'aborder ces événements par le biais des réactions dans les champs politique et syndical, en portant une attention particulière aux répertoires d'action militante utilisés². Le regard porté aux réactions collectives à l'échelle

¹ TANGUY, Fanch, *La CGT dans le Finistère. 1944-1968. Sur tous les fronts*, Brest, UD CGT du Finistère, 1986, vol. 2, p. 209.

² TILLY, Charles, *La France contestée*, Fayard, Paris, 1986.

locale permet de mesurer au plus près l'état de l'opinion dans cette période d'incertitudes fortes en resserrant la focale. Nous verrons ainsi comment le Finistère déroge à la situation nationale ou, au contraire, s'y insère.

Les émeutes à Alger et Paris : la République en danger

Les causes et le déroulé des événements du 13 mai à Alger et à Paris sont maintenant bien connus³. Le jour de l'investiture de Pierre Pflimlin au Palais-Bourbon, le siège du Gouvernement général d'Alger est envahi et un Comité de salut public proclamé. Le général Massu, qui le préside, lance dans la nuit un appel au général de Gaulle lui demandant de constituer un gouvernement de salut public. La sédition est nette et une situation de double pouvoir semble s'installer, plaçant la République en déséquilibre total, d'autant plus que la crise de régime est patente. La démission de Gaillard est la 19^e depuis l'avènement de la République.

³ WINOCK, Michel, *L'agonie de la IV^e République*, Gallimard, Paris, 2013.

Le Télégramme de Brest, confiant, annonce le matin du 13 en une : « 28 jours après la démission de M. Gaillard la crise pourrait être dénouée ce soir par l'investiture de M. Pflimlin ». Juste à côté, en caractères gras, le quotidien évoque également le mot d'ordre de manifestation du « comité de vigilance d'Alger (anciens combattants et associations patriotiques) » sans plus s'en inquiéter. De fait, une précédente manifestation réclamant déjà un gouvernement de salut public, rassemble le 26 avril 20 000 personnes, se terminant sans heurts⁴. Cette fois, Alger s'embrase. Et Paris connaît une nuit agitée qui n'est pas sans rappeler les émeutes du 6 février 1934⁵. *Le Télégramme* décrit des scènes de bagarres de rue lors de tentatives pour approcher le Palais-Bourbon. 2 000 émeutiers multiplient les « sérieux accrochages » avec les forces de l'ordre avec à leur tête Jean-Marie Le Pen et Jean-Marie Demarquet, députés élus sur des listes poujadistes, le second dans le Finistère.⁶

Puis les événements s'enchaînent : le lendemain, la presse locale annonce que de Gaulle pourrait rompre son silence, chose faite le 16 quand il déclare : « Je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République »⁷. Cette sortie de l'ombre, dans la posture de l'homme providentiel ne peut qu'apparaître suspecte aux militants, au-delà même de la gauche. Discutant l'hypothèse d'un complot, M. Winock évoque

effectivement « la conjuration des militaires avec laquelle les gaullistes ont une complicité avérée »⁸.

Le retour du général de Gaulle, pourtant bien bas dans les sondages quelques temps auparavant, commence à s'imposer dans le débat public⁹. Ce retour produit des réactions d'hostilité dans le mouvement ouvrier. Le sous-préfet de Brest signale d'ailleurs que depuis le 17 « le climat se dégrade et des inquiétudes aussi bien que des incertitudes se font jour »¹⁰. Il en attribue la paternité au comité de vigilance créé par les forces de gauche et plusieurs syndicats qui dénoncent une tentative de coup d'État.

Ces craintes de renversement de la République sont partagées au plus haut niveau. Dès le lendemain de l'insurrection, le gouvernement prend un certain nombre de mesures. Le préfet fait ainsi savoir aux maires du département que toute manifestation est désormais interdite jusqu'à nouvel ordre¹¹. Dans le même temps, des mesures de maintien de l'ordre sont prises : 125 réservistes de la gendarmerie, soit la totalité des effectifs du Finistère, sont rappelés dès le 20 mai¹². Les autorités redoutent un coup d'État militaire en métropole : « En contact avec Colombey-les-Deux-Églises, plusieurs unités de l'armée préparaient presque au grand jour l'opération *Résurrection*, un coup de force destiné à soutenir les *ultras* d'Algérie »¹³. Le général de Gaulle ne s'y est pas

⁴ *Ibid.*, p. 47.

⁵ DUCOULOMBIER, Romain, « Le 6 février 1934 n'est nullement un coup d'État fasciste ». Une interview de l'historien Olivier Dard, 21 mai 2015, <https://anrpaprika.hypotheses.org/1654>, consulté le 18 novembre 2017.

⁶ Aux élections législatives du 2 janvier 1956, Jean-Marie Demarquet, tête de liste de l'UDCA (Union de défense des commerçants et artisans, poujadistes) est le seul élu avec 8,68 % des voix exprimées. Sa liste arrive en 5^e position sur 9. Arch. dép. Finistère : 1177W6, chef du service départemental des RG, 3 janvier 1956.

⁷ *Le Télégramme*, 16 mai 1958.

⁸ WINOCK, Michel, *op. cit.*, p. 425.

⁹ 1 % des Français souhaitent son retour en décembre 1955, contre 13 % en janvier 1958. RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. L'expansion et l'impuissance 1952-1958*, Paris, Le Seuil, 1983, p. 148.

¹⁰ Arch. dép. Finistère : 145W62, sous-préfet de Brest, 20 mai 1958.

¹¹ Arch. dép. Finistère : 145W62, préfet du Finistère, 14 mai 1958.

¹² Arch. dép. Finistère : 145 W 62, le chef d'escadron de gendarmerie au préfet, 20 mai 1958.

¹³ RICHARD, Gilles, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, p. 309.



Le général de Gaulle en voyage officiel dans la Marne, 1963. Wikimedia.

opposé « pour faire pression sur le gouvernement, au risque de provoquer l'irréparable »¹⁴.

Un comité de salut public s'empare du pouvoir en Corse le 28 mai s'appuyant sur le basculement dans le camp de la rébellion de la garnison d'Ajaccio. Paris est l'objectif final de l'opération « Résurrection ». Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur, envoie un télégramme classifié « secret » aux préfets. « Une poignée de factieux vient d'annuler en Corse un siècle d'effort démocratique » écrit-il.

Avant même cette opération, le ministre invite les préfets à susciter des votes d'ordres du jour des conseils municipaux ainsi que du Conseil général, « d'attachement indéfectible à la République ». Le conseil municipal de Brest, réuni le 27 mai, adopte ainsi une motion exprimant « son attachement à la République et à la légalité républicaine ». Seuls les conseillers du MRP, les communistes et les socialistes votent cette motion très générale et consensuelle dans sa teneur, résultat d'autant plus remarquable que 10 conseillers municipaux sur les 37 présents ne l'approuvent pas¹⁵.

À gauche, le rejet de l'homme providentiel

La guerre d'Algérie est devenue un marqueur politique majeur. Au sein de la SFIO, la position de la direction nationale ne fait pas débat. La fédération départementale soutient la politique algérienne de Guy Mollet. De ce fait, les socialistes ne participent pas aux différentes initiatives dans le Finistère, à de très rares exceptions près. La SFIO continue de rester à l'écart des comités pour la

¹⁴ *Ibid*, p. 310. L'auteur insiste également sur le rôle du Centre national des indépendants et paysans (CNIP).

¹⁵ Arch. dép. Finistère : 145 W 62, télégramme du secrétaire général de la préfecture, 27 mai 1958.

paix en Algérie lancés par le PCF, la NG et l'UGS (Union de la gauche socialiste) au début de l'année 1958. Mais à l'approche de l'été, un manifeste « pour la vérité, pour les libertés », signé par une cinquantaine de militants brestois, des communistes, des syndicalistes, des catholiques et des progressistes est rendu public¹⁶. Des socialistes se joignent à l'appel.

Le 8 février, l'armée française bombarde la commune tunisienne de Sakhiet Sidi Youssef, faisant de nombreuses victimes civiles. La fédération bascule alors dans le refus du retour du général de Gaulle et dans la défense du régime de la IV^e République. Dans la nuit du 15 au 16 mai, Tanguy Prigent écrit à Charles de Gaulle une lettre qui se termine ainsi :

« J'ai pour vous, mon Général, une haute estime, de l'admiration, et aussi une affection sincère. Mais les circonstances et les conditions étant ce qu'elles sont, mon exigeante conscience de républicain me commanderait impérieusement de monter sur la barricade pour contribuer à vous barrer la route du pouvoir. »¹⁷

Dans son intervention à la Chambre des députés, au nom de ses collègues du groupe socialiste, Tanguy Prigent rend longuement hommage à Charles de Gaulle, passage obligé, avant de justifier son opposition à l'investiture du général¹⁸. La grande majorité de la fédération le suit dans cette nouvelle orientation. Seul Hippolyte Masson y défend, très minoritaire, la politique « molletiste ». Tanguy Prigent joue un rôle central dans l'évolution du groupe parlementaire.

Quant au PCF, son opposition totale ne fait l'objet d'aucune divergence dans le parti, de la base au sommet. Le parti condamne sans

¹⁶ Arch. dép. Finistère : 31 W 422, note des RG. Citée par BOUGEARD, Christian, *Tanguy Prigent, paysan-ministre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 201.

¹⁷ *Le Breton Socialiste*, 24 mai 1958.

¹⁸ *Journal Officiel*, n° 55 de 1958, séance n° 133 du 1^{er} juin 1958, p. 2584-2585.

détours au Parlement, par la voix de Jacques Duclos, les événements en cours :

« M. de Gaulle appelle au calme après avoir poussé l'armée dans la voie de la rébellion ! [...] Il continue à couvrir les rebelles d'Algérie, les factieux de Corse, le jour même où dans le Sud-Ouest des militaires tentent de renouveler le coup de Corse. Il veut interdire aux républicains de défendre la République. Déjà il parle comme s'il était à la fois le chef de l'État et le chef du gouvernement. Déjà on exécute les ordres du dictateur-usurpateur ! »¹⁹

Sur le terrain, les communistes sont à l'origine de toutes les initiatives dans le département, comme le rapporte le préfet : « En examinant la carte du département on constate que les Comités de vigilance ont été constitués là où il existe des responsables communistes²⁰ ».

Du côté des syndicats, les réactions et positionnements sont à l'image de ce qui se passe dans le champ politique. CGT et syndicat autonome de l'enseignement (FEN) s'inscrivent dans l'opposition résolue à de Gaulle. La CGT-FO a observé, quant à elle, « une prudente réserve [...] qui a pu paraître paradoxale, étant donné d'une part que dans ses rangs se trouvent de nombreux militants et sympathisants socialistes ; de l'autre, que dans le Finistère, les cadres SFIO furent en l'occurrence très agissants »²¹. De fait, l'UD CGT-FO applique strictement, à l'exception

de quelques comités locaux²², les consignes nationales par anticommunisme.

Le débat est vif dans les rangs de la CFTC. Le syndicat des contributions directes décide de relayer localement une circulaire nationale s'élevant contre les « intrusions » du syndicat chrétien dans le domaine politique²³. Cela n'empêche pas certains éléments de participer à des actions, ce qu'explique un communiqué des sections quimpéroises du syndicat général de l'Éducation nationale CFTC :

« Les sections quimpéroises du syndicat national de l'enseignement secondaire, et du syndicat général de l'éducation nationale CFTC, jugent nécessaire d'exposer les motifs qui les ont poussés à faire grève le 30 mai ; il est évident qu'il s'agit là d'une grève politique de défense des libertés républicaines ; nous estimons devoir faire de cette manifestation une expression de l'attachement des couches les plus larges de la population aux libertés démocratiques. »²⁴

Quant à la FNSEA, le syndicat agricole se fait très discret pendant les mois de mai et juin et se limite à publier un communiqué de presse en septembre, à propos du référendum, revendiquant une stricte neutralité dans le domaine politique²⁵.

¹⁹ *Le Monde*, 29 mai 1958.

²⁰ Arch. dép. Finistère : 145W63, 145W63, note des RG, 29 mai 1958.

²¹ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 19 juin 1958. La note insiste sur l'implication des militants de la FEN dans la création et l'animation de ces comités de vigilance.

²² Morlaix, Saint-Pol-de-Léon, Plougouven, Plouigneau, Landerneau, Le Relecq-Kerhuon, Lanmeur, Concarneau.

²³ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 12 juin 1958.

²⁴ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, annexe, 31 mai 1958.

²⁵ Arch. dép. Finistère : 31W427, note des RG, 20 septembre 1958.

Les comités de vigilance, espoirs déçus d'une mobilisation

La tentative de coup d'État du 13 mai et surtout la déclaration de Charles de Gaulle le 15 déclenchent une réaction de défense collective qui se traduit par la constitution de comités de vigilance dans les principales villes du département. La dynamique de mise en place de ces comités rappelle, du moins en apparence, celle des comités antifascistes après février 1934 qu'une partie des acteurs connaît 22 ans plus tôt²⁶. Rien d'étonnant, l'ombre du 6 février 1934 plane sur les débats parlementaires houleux qui suivent l'annonce de la prise du bâtiment du Gouvernement général et l'instauration d'un Comité de salut public. PCF, Jeune république, Parti radical-socialiste, par réflexe antifasciste se retrouvent comme au moment du Front populaire. L'Union de la gauche socialiste s'y joint. La SFIO y participe également, malgré les consignes nationales d'éviter toute collusion avec le Parti communiste.

Par contre, le MRP « s'en est tenu nettement à l'écart, sauf de rares exceptions, où, ainsi à Concarneau, le représentant est considéré comme agissant en son nom personnel »²⁷. Un comité départemental de vigilance s'est même constitué à Brest le 20 mai 1958. À côté des différentes organisations politiques, les syndicats, retrouvant là les réflexes des années 1934-1936, s'investissent également dans ces comités. S'y activent la CGT, le Syndicat national des instituteurs et la Fédération de l'éducation nationale (FEN, autonome). Cependant, la liste des organisations ne doit pas faire illusion. Le comité morlaisien regroupe

²⁶ Sur la multiplication des comités antifascistes après février 1934, se rapporter à SENECHAL, Jean-Paul, *Le Finistère du Front populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (à paraître).

²⁷ Arch. dép. Finistère : 145W62, note du préfet au ministre de l'Intérieur, 22 mai 1958.

sur le papier un nombre conséquent d'organisations²⁸, mais se réduit de fait aux courants socialiste et communiste, signe du multi-positionnement de ses militants.

Pour le préfet du Finistère,

« les comités de vigilance ont partout un objectif précis : celui d'assurer la sauvegarde de la légalité républicaine et la défense du régime. Leur action a donc contribué à renforcer efficacement la position du gouvernement en montrant clairement la volonté des forces démocratiques de défendre le régime républicain contre les attaques de ses adversaires. »

Les comités dénoncent en même temps les instigateurs des événements d'Alger et Charles de Gaulle dont ils pressentent qu'il essaiera de profiter de la situation, à l'instar du comité de Morlaix qui affiche sa « volonté de s'opposer à toute tentative de pouvoir personnel et à d'autres gestes factieux »²⁹. Le représentant de l'État s'inquiète cependant de constater que l'élément moteur de ces comités est systématiquement le PCF. Il craint que « celui-ci s'attache, sous couvert de ces comités, à mettre en place des organismes qui bientôt auront un rôle absolument contraire à la saine défense du régime républicain »³⁰. Il craint de plus qu'en réaction une contre-propagande soit menée par les associations d'anciens combattants, les groupements patriotiques de droite ou d'extrême droite.

²⁸ UL CGT, UL CGT-FO, Syndicat national des instituteurs (SNI), Syndicat de l'enseignement secondaire autonome, Syndicat de l'enseignement technique (SNET), PCF, SFIO, Ligue des droits de l'homme (LDH), Jeunesse communiste (JC), Union des femmes françaises (UFF).

²⁹ Arch. dép. Finistère : 145W62, texte dactylographié du communiqué du comité de vigilance de Morlaix, 19 mai 1958.

³⁰ Arch. dép. Finistère : 145W62, note du préfet au ministre de l'Intérieur, 22 mai 1958.

La montée en puissance des comités est rapide. Le premier voit le jour à Brest le 14 mai et celui de Quimper le lendemain³¹. Le 16 mai, le PCF et la CGT initient une réunion en vue de la constitution du comité de vigilance à Morlaix. Une trentaine de personnes y participe et discute de la motion envoyée par télégramme la veille au Président de la République par le comité brestois. Cette motion est modifiée pour y intégrer une phrase sur la déclaration « ambiguë » du général de Gaulle et sur le complot à Alger. En fin de réunion il est décidé de contacter les associations de déportés, d'anciens combattants et de prisonniers ainsi que le MRP³². Le 18 mai, le comité de Châteaulin se met en place sous la présidence du député-maire socialiste Hervé Mao, à l'image de celui du Huelgoat présidé par le député-maire communiste Alphonse Penven³³. Au total, 22 comités quadrillent le Finistère au mois de juin.

Le 20 mai, le sous-préfet de Brest rédige un rapport alarmiste sur le climat politique dans la ville. À ses yeux, « les inquiétudes aussi bien que les incertitudes se font jour ». Le comité de vigilance multiplie, sous la férule du PCF, les tracts à la population. Le préfet regrette que le contenu des tracts ne prête pas à poursuite : « ce qui est inquiétant, ce ne sont pas tellement les textes de ces tracts que le fait qu'ils font naître et maintiennent parmi la population un état d'esprit fort différent de celui qui serait nécessaire de voir régner ».

Effectivement, le comité brestois déploie une grande activité dans la deuxième quinzaine du mois de mai. Il organise 5 réunions regroupant successivement 500, 300, 700 et deux fois un millier de participants³⁴. À Quimper, le comité fait de même et organise des meetings tous les jours entre le 28 et le 31 mai, rassemblant de 300 à 400 participants. Un dernier meeting ne regroupe plus que 150 personnes le 1^{er} juin, signe de

l'étiollement de la mobilisation. Le comité se réunit une dernière fois le 4 juin et demande par communiqué publié dans la presse à la population de rester mobilisée. Quant à la situation à Concarneau, elle s'avère identique avec une forte activité fin mai, aux mêmes dates qu'à Quimper et dans des proportions similaires. Le comité morlaisien connaît une histoire du même ordre : formé le 16 mai, il n'a d'activité publique qu'à la fin du mois, certainement motivé par les menées des parachutistes en Corse et l'entrée en scène de Charles de Gaulle. Puis le comité, comme les autres, tombe en sommeil. Les renseignements généraux considèrent pourtant qu'il s'agit d'un des quatre comités les plus actifs du département.

Le comité de Douarnenez connaît un début d'existence avec 3 réunions, mais, à part le vote d'une motion, il n'a pu avoir d'activité publique en raison de l'opposition d'un conseiller municipal Jeune république, Jean Peuziat (futur député PS en 1981) alors que le comité départemental comprend un représentant de son organisation, Eugène Bérest, futur maire puis député de Brest³⁵. Les autres comités qui figurent sur la carte n'ont d'autre activité que la diffusion d'un tract, à l'exception de celui de Pont-L'Abbé qui réunit 400 personnes, de Pont-de-Buis qui en rassemblé 40 et celui de Landerneau une centaine. Aucun comité n'est créé à Carhaix en mai. Finalement, un comité cantonal voit le jour le 10 juin, mais pour ne rien faire. En effet, son secrétaire déclare au cours de la réunion que « le but du comité est de demeurer passif, c'est-à-dire que pour l'heure il doit se mettre en sommeil et attendre »³⁶. En tout état de cause, aucun des comités ne parvient à maintenir une activité tangible dès la fin du mois de juin.

Face aux comités de vigilance, les soutiens du général de Gaulle restent discrets. Autant, la résurgence d'un réflexe antifasciste hérité des années 1930 est indéniable, autant, du côté des adversaires de la IV^e

³¹ Arch. dép. Finistère : 145 W 63, note des RG, 19 juin 1958.

³² Arch. dép. Finistère : 145 W 62, note d'information, Morlaix le 17 mai 1958.

³³ Arch. dép. Finistère : 145W63, communication téléphonique de la gendarmerie, 18 mai 1958.

³⁴ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 11 juin 1958.

³⁵ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 10 juin 1958.

³⁶ Arch. dép. Finistère : 31W427, note des RG, 14 juin 1958.

République, l'antiparlementarisme de façade a peu à voir avec les menées des Ligues en février 1934³⁷.

Le gouvernement craint que des comités de salut public n'éclosent dans le pays. Quelques-uns apparaissent rapidement au niveau national, dont un à Lorient. Dans le Finistère, les milieux favorables à de Gaulle et les partisans de l'Algérie française constituent un comité le 17 mai au cours d'une réunion privée de l'Association des français libres suivie par une trentaine de personnes à Brest³⁸. L'initiative vient d'un ex-lieutenant FFL ancien adjoint au maire de Brest « de tendance républicain-indépendant ». Des rumeurs attribuées à l'extrême gauche font état de l'existence d'un comité de salut public à Carhaix. Mais, là encore, la période est propice aux fausses informations d'autant plus que des tracts appelant à la constitution de comités ont été distribués « discrètement ». Des croix de Lorraine apparaissent également sur les murs. Les renseignements généraux voient dans ces inscriptions le suivi des consignes émises par Radio Alger.

L'activité des adversaires de la IV^e République reste limitée sans autre comité de salut public que celui de Brest en toute discrétion. La situation peut évoluer selon les circonstances : « Il est possible que dans l'avenir [...] certains éléments [...] ne soient tentés de sortir de l'inorganisation et cherchent à se constituer en comité »³⁹. L'arrêt des mobilisations à gauche et les votes à l'Assemblée nationale au début du mois de juin referment le chapitre des risques de confrontation majeure.

³⁷ LE BEGUEC, Gilles, « La crise du pouvoir républicain », in THOMAS, JEAN-PAUL, LE BEGUEC, GILLES et LACHAISE, BERNARD (dir.), *Mai 1958. Le retour du général de Gaulle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 24.

³⁸ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 19 mai 1958.

³⁹ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 11 juin 1958.

Des grèves dans la dispersion

La tension continue de monter cependant dans les derniers jours du mois de mai. L'état d'urgence est adopté pour trois mois le 16 mai par le Parlement par 461 voix (dont les socialistes et les communistes) contre 114. Des grèves, autre facteur de crispation, se déclenchent dans le Nord et le métro parisien est très perturbé⁴⁰.

Un premier élément apparaît immédiatement dans la courte séquence des grèves organisée à la fin du mois : les organisations syndicales appellent à des arrêts de travail en ordre dispersé : ainsi la CGT le 27 mai, parfois avec la CFTC. La CNT s'inscrit elle aussi dans cette action à l'arsenal. Le 30, c'est au tour des enseignants avec leur syndicat autonome, la FEN, d'appeler à une grève massivement suivie.

Le 27, la mobilisation syndicale se concentre essentiellement à Brest : l'arsenal, avec ses milliers de salariés, est de nouveau à la pointe de la mobilisation et fournit la quasi-totalité des grévistes du département. Un débrayage unitaire appelé par la CGT et la CFTC est suivi par 3 500 ouvriers. Un meeting rassemble encore 1 500 personnes à 17h30.

Dans le transport ferroviaire, le trafic est peu perturbé. Un seul train Quimper-Lyon est annulé malgré des chiffres de participation à la grève de 24 heures relativement élevés dans plusieurs secteurs. Les pourcentages de grévistes sont très contrastés et fluctuent de 2 % aux PTT à 100 % chez les employés communaux du Guilvinec (voir tableau 1). Dans les administrations publiques, « quelques éléments seulement » observent de courts arrêts de travail. Un unique meeting syndical ne rassemble que 150 personnes à Quimper.

⁴⁰ *Le Télégramme*, 20 mai 1958.

Tableau 1 : Les secteurs en grève le 27 mai 1958. Source : Arch. dép. du Finistère, série W.

Établissement	Nombre	Pourcentage	Type d'arrêt de travail
Arsenal de Brest	3 500	50	débrayage
PTT Brest		2	après-midi
Réseau breton		75	24h
SNCF exploitation		18	
SNCF dépôt et traction		75	24h
Sécurité sociale Quimper		13	après-midi
Sécurité sociale Brest		5	après-midi
EGF Quimper		20	après-midi
Hôpital psychiatrique Quimper		6,5	après-midi
Papeterie de Mauduit à Quimperlé	300 sur 364	82,5	16 à 19h
Papeterie Bolloré à Scaër	500 sur 500	100	16h30 à 19h
Faïenceries de Quimper		15	14 à 16h
Carrières Huelgoat			à partir de 16h30
EGF Concarneau	7 sur 18	38	
Ponts et chaussées Concarneau	50 sur 150	33	
SNCF traction Quimper	40 sur 44	91	
SNCF exploitation Quimper	24 sur 135	55	
SNCF Douarnenez	12 sur 30	40	
EGF Douarnenez	12 sur 30	40	
Employés de mairie Douarnenez	15 sur 45	33	
Employés de mairie Guilvinec	10 sur 10	100	

Ce sont surtout, en dehors de l'arsenal, des entreprises du secteur privé ayant des traditions de lutte acquises au moment du Front populaire qui s'inscrivent complètement dans l'action du jour. Mais elles restent bien isolées. Dès le matin, les RG prévoient une journée faiblement suivie, « étant donné l'absence d'unité d'action et [l'] opposition ferme de la CFTC et de FO »⁴¹. Cette journée de grève est un échec incontestable pour la CGT. Malgré une diffusion importante de tracts, elle ne réussit pas à déborder de ses bastions. Et encore, le bâtiment, les conserveries ne bougent pas. Pas plus que les ouvriers agricoles, un milieu que la CGT organise massivement depuis la guerre.

Le lendemain, le 28, une journée nationale de mobilisation regroupe entre 100 000 et 200 000 manifestants à Paris, au premier rang desquels se retrouve Tanguy Prigent aux côtés de Pierre Mendès France, Édouard Daladier et François Mitterrand. Localement, les comités de vigilance réussissent à organiser des rassemblements et défilés dans les principales villes du département. Brest, Quimper, Concarneau et Morlaix. À Brest, 2 000 personnes assistent à un meeting avant de parcourir les rues de la ville. Ils sont 400 à Quimper et à Douarnenez comme à Concarneau — où la veille s'étaient déjà rassemblées 500 personnes — et 300 à Morlaix⁴².

D'autres initiatives, à plus faible échelle, regroupent 100 participants à Landerneau et 80 à Quimper⁴³. Quelques comités choisissent le 29 pour organiser leur réunion avec 400 personnes à Pont-L'Abbé, 250 à Rosporden et une centaine à Pont-de-Buis⁴⁴.

⁴¹ Arch. dép. Finistère : 145W62, message téléphone des RG, 27 mai 1958 à 10h50.

⁴² Arch. dép. Finistère : 145W62, télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur, 30 mai 1958.

⁴³ Arch. dép. Finistère : 145W63, communication téléphonique de la gendarmerie, 28 mai 1958.

⁴⁴ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 30 mai 1958.

Des appels à la grève sont également lancés. Les résultats sont là encore en deçà des espérances des initiateurs. Là encore, alors que la durée de la grève qui débute à 16h est courte, les chiffres à Brest sont très faibles : 5 % des grévistes chez les 6 000 ouvriers du bâtiment ; 31 % des 184 salariés de la sécurité sociale ; 30 % pour 300 agents à l'EGF. Par contre, la métallurgie se mobilise fortement : 60 % des 1 200 ouvriers répondent à l'appel comme 2 380 ouvriers sur 8 209 à l'arsenal⁴⁵. La grève du 28 mai est également soutenue par les libertaires. Le bureau de la CNT de l'arsenal, sous la signature d'Auguste Le Lann le fait savoir par voie de presse⁴⁶.

Le 30, c'est au tour des personnels de l'enseignement de se mobiliser spécifiquement. Des assemblées se tiennent dans quelques villes du département. À Brest, un premier meeting attire 400 personnes à 10h00. Le soir, à l'appel du comité de vigilance, de la CGT et du syndicat de l'enseignement, un millier de personnes participent à une seconde réunion publique.

La mobilisation atteint un niveau très élevé dans l'enseignement surtout chez les instituteurs et institutrices qui suivent massivement le mot d'ordre syndical⁴⁷. Cependant, cette succession des journées de grève non coordonnées amoindrit la portée de chacune d'entre elles.

Le 1^{er} juin, le général de Gaulle se présente devant l'Assemblée nationale pour y lire son discours d'investiture⁴⁸. Il met en avant les risques de guerre civile et revendique les pleins pouvoirs pour 6 mois afin de recourir ensuite au référendum. L'investiture est acquise par 329 voix

⁴⁵ Arch. dép. Finistère : 145W63, note des RG, 28 mai 1958.

⁴⁶ *Le Télégramme*, 29 mai 1958.

⁴⁷ Arch. dép. Finistère : 145W62, télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur, 30 mai 1958.

⁴⁸ DE GAULLE, Charles, Discours d'investiture, 1^{er} juin 1958 : <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-moments-d-eloquence/general-de-gaulle-1er-juin-1958>.



Tableau 2 : Participation à la grève dans l'enseignement.

Secteur	Effectif	Grévistes
Primaire	2 968	96 %
Secondaire	720	47 %
Technique	265	60 %
Centres d'apprentissage	140	86 %
Administratifs		90 %

contre 224. Dernière tentative pour tenter de s'opposer à ce qui commence à s'apparenter à l'inévitable, les comités de vigilance cherchent à organiser des meetings dans les villes les plus importantes du département. Le résultat est loin de répondre aux attentes. À Quimper, initiative qui recueille le plus de succès, 150 personnes assistent à une réunion qui se tient de 11H00 à 12H15 et se clôt sans défilé : les autorités ont interdit toute démonstration de rue. Deux rassemblements sont prévus à Brest, mais en plein air. Les forces de l'ordre les dispersent en interpellant 6 militants communistes. Une phase de mobilisation s'achève.

La fin de la IV^e République et la défaite des gauches

L'Assemblée nationale adopte le 2 juin plusieurs lois. La loi relative à la reconduction des pleins pouvoirs en Algérie obtient une majorité confortable avec 319 voix pour et 231 contre. 5 députés finistériens votent pour : André Colin (MRP), Hervé Crovan (CNI), André Monteil (MRP), Louis Orvoen et Joseph Pinvidic (CNI) ; 4 contre : les deux communistes Gabriel Paul et Alphonse Penven, les deux élus socialistes, Hervé Mao et Tanguy Prigent. Jean-Marie Demarquet, poujadiste maintenant chez les non-inscrits, ne prend pas part au vote⁴⁹. Les 142 députés communistes votent tous contre tandis que les socialistes font étalage de leurs divergences : 46 d'entre eux ayant voté pour, 3 contre et 45 n'ayant pas pris part au vote. Le projet de loi sur la révision constitutionnelle est lui adopté avec 350 voix pour et 161 contre. Les deux députés socialistes ne prennent pas part au vote comme Jean-Marie Demarquet⁵⁰.

⁴⁹ *Ouest-France*, 4 juin 1958.

⁵⁰ *Journal Officiel*, 2^e séance du 2 juin 1958, p. 2 633-2 640.

Le 4 septembre, Charles de Gaulle présente le projet de constitution place de la République à Paris. Dans le Finistère, les socialistes se divisent et optent pour la liberté de vote afin d'éviter une rupture alors que les clivages s'exacerbent de plus en plus à l'intérieur du parti. Les sections de Quimper, Landerneau et Concarneau s'engagent dans une campagne pour le « oui »⁵¹. Le référendum se déroule le 28 et les résultats dépassent « les prévisions les plus optimistes » notent les RG. Sur 494 912 inscrits, le « oui » l'emporte très largement avec 347 111 voix, soit 70,14 % des inscrits (82,61 % des exprimés) quand le « non » atteint à peine 70 606 voix, soit 14,27 % des inscrits⁵². Les électeurs des partis de gauche ne suivent pas les consignes malgré une campagne intensive de meetings et de diffusion de tracts. Le PC doit même reconnaître qu'un nombre important d'électeurs communistes a voté « oui ».

Les élections législatives des 23 et 30 novembre confirment qu'une page s'est tournée⁵³. Le nouveau découpage électoral (8 circonscriptions contre 10 sièges pour le scrutin de liste du 2 janvier 1956) ainsi que les conditions politiques particulières de la période bouleversent le paysage politique finistérien. La gauche perd tous ses députés le 30 novembre à l'issue du second tour. Tanguy Prigent est battu pour la première fois à Morlaix, dans la 4^e circonscription, par le Dr Le Duc (CNI) comme Hervé Mao à Châteaulin dans la 6^e, battu par Hervé Crovan (CNI). Cette défaite est symptomatique de la vague qui modifie profondément les rapports de force politiques dans le département comme dans l'ensemble du pays. Pourtant le Finistère est un des trois départements

⁵¹ Arch. dép. Finistère : 31W422, note RG de sept. 38 citée par BOUGEARD, Christian, *Tanguy Prigent...*, *op. cit.*, p. 203.

⁵² Arch. dép. Finistère : 31W427, note des RG, 29 septembre 1958.

⁵³ Se rapporter sur ce point à BOUGEARD, Christian, « Les élections législatives de novembre 1958 en Bretagne et les recompositions politiques dans les Côtes-du-Nord et le Finistère », in LE GALL, Erwan et PRIGENT, François (dir.), *C'était 1958 en Bretagne. Pour une histoire locale de la France*, Rennes, Editions Goater, 2017 (à paraître).

Tableau 3: Les résultats des élections législatives des 23 et 30 novembre (2^e tour).

Circonscription	Élu	Étiquette	Voix	% exp.	Battu	Étiquette	Voix	% exp.
1 ^e	Hervé Nader	UNR	23 682	46,37%	André Monteil (sortant)	MRP	13 780	26,98%
2 ^e	Georges Lombard	CNI	18 482	31,27%	Robert Gravot	SFIO	18 451	31,22%
3 ^e	Gabriel de Poulpiquet	UNR	29 638	62,81%	André Colin (sortant)	MRP	17 548	37,19%
4 ^e	Jean Le Duc	CNI	24 037	51,61%	Tanguy Prigent (sortant)	SFIO	22 540	48,39%
5 ^e	Joseph Pinvidic (sortant)	CNI	18 318	40,19%	Louis Guillou	MRP	16 769	36,79%
6 ^e	Hervé Crouan (sortant)	CNI	27 121	62,22%	Hervé Mao (sortant)	SFIO	16 429	37,69%
7 ^e	Xavier Tréllu	MRP	30 497	73,92%	Pierre Moalic	PCF	10 757	26,07%
8 ^e	Louis Orvoen (sortant)	MRP	23 274	51,74%	Paul Le Gall	PCF	13 950	31,01%

dans lesquels le PCF se désiste pour les candidats SFIO hostiles aux nouvelles institutions⁵⁴. Cela ne suffit pas. Le PCF connaît d'ailleurs le même sort : Gabriel Paul, dans la 2^e se désiste pour le candidat SFIO et Alphonse Penven dans la 4^e se désiste également. Le MRP est lui-même touché par cette vague qui affecte les députés sortants. André Monteuil, ancien ministre, perd son siège face à Hervé Nader (UNR) dans la 1^{re}, à Quimper, ainsi qu'André Colin, lui aussi ancien ministre, à Landerneau dans la 3^e face à Gabriel de Poulpiquet (UNR).

Louis Orvoën (MRP) garde son siège à Quimperlé dans la 8^e ainsi que Joseph Pinvidic (CNI) à Landivisiau dans la 5^e. Avec Hervé Crouan, ce sont les seuls députés reconduits dans leur mandat. Le CNI remporte également le siège de Brest dans la 2^e avec Georges Lombard. Le MRP récupère un second siège à Douarnenez dans la 7^e avec Xavier Trellu. Les droites et le centre ont donc obtenu le monopole des mandats dans le Finistère avec 4 députés CNI, 2 UNR et 2 MRP, confirmant largement ainsi les résultats du référendum.

*
* *

⁵⁴ Avec le Nord et le Pas-de-Calais. BOUGEARD, Christian, *Tanguy Prigent..., op. cit.*, p. 281.

Le 30 mai, *Le Monde* s'interroge : « Il était permis de se demander si, en réaction aux événements d'Alger, la manifestation du 28 mai 1958 ne préluait pas à la naissance à long terme d'un nouveau Front populaire ». Le quotidien du soir rajoute : « Aux *défenseurs de la République* se sont mêlés en majorité les partisans du *Front populaire* ».

Effectivement cette séquence rappelle fortement le moment antifasciste des débuts du Front populaire, avec l'éclosion de comités antifascistes se transformant au fur et à mesure en comités de Front populaire. Si la dynamique de départ semble au départ identique, par contre, le printemps 1958 n'est pas propice à une politisation de masse qui profiterait aux groupements de gauche. Alors que des mobilisations accompagnent le bouillonnement des comités antifascistes en 1934 et 1935, ici les comités de vigilance restent de simples cartels d'organisations sans relais ni ancrage populaire.

Les comités de vigilance et de défense républicaine se développent pourtant rapidement dans les principales villes du département. Ils disparaissent cependant aussi vite. Dans les faits, la division joue à plein au sein des forces du mouvement ouvrier. Si le PCF se mobilise dans son entier, par contre les socialistes finistériens, même après le changement radical d'orientation sous la direction de Tanguy Prigent, sont désunis, s'engageant dans un processus de scission qui donne naissance au PSA-PSU⁵⁵. Face à cet événement que M. Winock qualifie de coup d'État de velours⁵⁶, qui s'apparente à une forme de « révolution passive » qui ne dit pas son nom, le mouvement ouvrier, affaibli par ses divisions, ne réussit donc pas à susciter l'élan indispensable à un retournement de situation. Cet état de fait n'est pas spécifique au Finistère qui présente un profil similaire à celui des autres

⁵⁵ Sur la naissance du PSU, dont l'implantation est dense à l'échelle régionale, KERNALLEGENN, Tudi, PRIGENT, François, RICHARD, Gilles et SAINCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

⁵⁶ WINOCK, Michel, *op. cit.*, p. 443.

départements : faiblesse des réactions ouvrières, comités de vigilances atones et éphémères ainsi que victoire massive du « oui » lors du référendum.

La brièveté de la séquence, l'absence d'unité, l'épuisement de la IV^e République et l'éparpillement des grèves face aux risques importants de coup d'État ont raison d'une tentative de mobilisation populaire.

Jean-Paul SÉNÉCHAL

Docteur en Histoire contemporaine. Chercheur-associé au CRBC, Université de Bretagne occidentale.